



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 7.2.2025
C(2025) 940 final

Son Excellence
Mag. Alexander Schallenberg
Chancelier fédéral et ministre fédéral des
affaires européennes et internationales
Minoritenplatz 8
A — 1014 Vienne

Objet: **Notification 2024/0627/AT**

**«Loi modifiant la loi de Vienne de 2020 relative aux manifestations
(Wr. VG)»**

**Émission d’observations en vertu de l’article 5, paragraphe 2, de la
directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015**

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil prévoyant une procédure d’information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l’information ⁽¹⁾, le 19 novembre 2024, les autorités autrichiennes ont notifié à la Commission le «projet de loi modifiant la loi de 2020 relative aux manifestations (Wr. VG)» (ci-après le «projet notifié»).

Selon le message de notification et l’analyse d’impact, le projet notifié vise à établir des règles pour certains événements publics dans la région de Vienne, aux fins de la protection de l’environnement contre les impacts négatifs, de la prévention du harcèlement des spectateurs lors de certaines manifestations et de la protection des grands lieux de manifestations qui existent depuis longtemps et qui sont importants pour Vienne.

L’examen du projet notifié a amené la Commission à formuler les observations suivantes.

¹ (1) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d’information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l’information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

Le projet notifié introduit, entre autres modifications de la loi de Vienne de 2020 relative aux manifestations (ci-après la «loi de base»), une rubrique relative aux «Manifestations respectueuses de l'environnement». Le point 38 du projet notifié modifie la loi de base en introduisant l'obligation pour l'organisateur de certaines manifestations d'élaborer un «concept environnemental et de gestion des déchets»:

«(2) Dans le cas de manifestations pouvant accueillir plus de 2 000 visiteurs au total, l'organisateur doit élaborer un concept environnemental et de gestion des déchets et le tenir à la disposition des autorités et de la direction de la police du Land de Vienne pour inspection à tout moment.

(3) En tout état de cause, le concept doit inclure les aspects environnementaux suivants:

- 1. des mesures visant à encourager l'utilisation des transports publics ou de bicyclettes pour se rendre sur les lieux de la manifestation et en revenir;*
- 2. Mesures visant à réduire la consommation d'énergie,*
- 3. Mesures pour l'utilisation économe de l'eau,*
- 4. Mesures pour l'utilisation de matériaux écologiques,*
- 5. Privilégier les articles promotionnels écologiques, le cas échéant.*
- 6. Protection du sol et de la végétation lors de manifestations en plein air,*
- 7. Mesures visant à économiser les ressources lors du service de nourriture et de boissons (par exemple, ne pas utiliser d'emballages de portions ou de systèmes de capsules, offrir de l'eau du robinet).*

(4) En tout état de cause, le concept doit inclure les aspects suivants relatifs en matière de déchets:

- 1. Une description du type de manifestation et une description des processus liés aux déchets, le nombre de personnes pouvant assister à la manifestation ou, dans le cas de manifestations en plein air, une indication de la zone accessible au public pour les visiteurs;*
- 2) le type, la quantité et le délai d'élimination des déchets devant être produits lors de l'événement;*
- 3. des mesures visant à réduire le volume de déchets (par exemple, utilisation de récipients de grande capacité), à les réutiliser (emballages recyclables, scènes), et à les collecter et traiter séparément;*
- 4. Précautions en matière d'organisation pour le respect de la législation en matière de gestion des déchets.»*

La Commission note que la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ⁽²⁾ comprend, parmi ses objectifs, la réduction du gaspillage alimentaire. En particulier, l'article 9, paragraphe 1, point g), de ladite directive impose aux États membres de prendre des mesures pour:

«rédui[re] la production de déchets alimentaires dans la production primaire, la transformation et la fabrication, le commerce de détail et les autres formes de distribution des denrées alimentaires, dans les restaurants et les services de restauration ainsi qu'au sein des ménages afin de contribuer à l'objectif de développement durable des Nations unies visant à réduire de 50 % à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et à réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement d'ici à 2030»

² ()Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, JO L 312 du 22.11.2008, p. 3.

La Commission constate que la réduction du gaspillage alimentaire ne semble pas figurer parmi les aspects pertinents pour l'environnement qui doivent être inclus dans les concepts d'environnement et de gestion des déchets.

À la lumière de ce qui précède, les autorités autrichiennes sont invitées à envisager d'inclure les aspects liés au gaspillage alimentaire dans les concepts d'environnement et de gestion des déchets requis au point 38 du projet notifié pour certaines manifestations publiques dans la région de Vienne.

La Commission invite les autorités autrichiennes à tenir compte des observations susmentionnées.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il est communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Commission

Sandra GALLINA
Direction générale de la santé et de
la sécurité alimentaire